

LES EXILÉS ET L'ENSEIGNEMENT DE L'ESPAGNOL EN FRANCE

Jean-Stéphane Duran Froix
Université de Bourgogne

Texte publié in D'Olivier, Florence, Budillon-Puma, Pascale (dirs), *Exils, Migrations et Créations*, volume 4, Études romanes, Paris, 2008, Indigo, ISBN 2-35260-33-2, p.39-54.

RÉSUMÉ

Au moment où la France accorde l'asile au demi million d'Espagnols qui fuient Franco, la langue espagnole n'intéressait qu'une minorité restreinte d'élèves. Au début des années cinquante, alors que l'anglais et même l'allemand connaissaient les faveurs accrues de la jeunesse, l'espagnol continuait de végéter au sein d'un système éducatif où rien n'était entrepris pour le rendre plus attractif.

Au cours des années qui suivirent, l'arrivée au lycée des enfants des exilés républicains, et d'une façon plus localisée, le souvenir du rôle joué par les républicains-résistants dans la libération des certaines villes du sud, modifièrent sensiblement cette situation. Les descendants des émigrants « économiques » qui traversèrent les Pyrénées dans les années soixante, entreprirent par à-coups successifs cette dynamique. L'espagnol devenait parallèlement cette « langue de boniches » dont l'apparente facilité aller lui valoir un succès sans précédent auprès des premières générations massivement admises dans le secondaire et le supérieur.

Entre temps, d'anciens intellectuels républicains et des jeunes issus de ce premier exil accédaient, respectivement, aux instances dirigeantes de la pédagogie nationale et au professorat. L'image de l'Espagne et le type de culture transmis, dès lors, aux nouvelles générations françaises en portaient les stigmates. García Lorca devenait la figure emblématique de cet enseignement, tant par la génialité de son œuvre que par sa qualité de martyr du franquisme.

Les vagues successives de migrations d'Espagnols en France ont indéniablement permis à l'hispanisme d'atteindre, au sein du système éducatif de la République, un succès aussi inespéré que sans commune mesure avec celui qu'il a pu rencontrer dans d'autres pays européens, tout en ne donnant pas forcément une vision très positive et optimiste de leur société d'origine.

LES EXILÉS ET L'ENSEIGNEMENT DE L'ESPAGNOL EN FRANCE

Jean-Stéphane DURÁN FROIX
Université de Bourgogne

Aucune des nombreuses populations qui sont venues s'établir en France, au cours des deux derniers siècles, n'a autant marqué l'enseignement de sa langue et de sa culture d'origine que ne l'ont fait les réfugiés républicains espagnols et leurs descendants. Cette emprise sur l'espagnol les distingue également du reste des vagues d'émigrés péninsulaires qui, depuis 1813, les ont précédés ou qui, à partir des années soixante, leur ont succédés. Ils font même, de ce fait, exception dans la longue saga des exils politiques qui, depuis les « afrancesados » aux républicains et aux libéraux de 1923¹, ont contribué à faire de la colonie espagnole, une des plus anciennes et des plus nombreuses de celles que les étrangers ont établi sur le sol français², sans avoir eu, pour autant, jusque-là, la moindre influence sur le système éducatif hexagonal, bien au contraire.

S'il ne paraît nullement exagéré de parler, à cet égard, de véritable succès – un des rares à long terme – remporté par l'exil républicain, il convient également de rappeler qu'il n'aurait pu se produire sans l'encouragement, la complicité et la participation active des milieux universitaires et intellectuels français, les plus dynamiques et influents (surtout auprès de la jeunesse et de l'opinion publique). La mobilisation de personnalités telles que le Recteur de l'Académie de Paris, Jean Sarrailh, Jean Cassou, Paul Eluard, Albert Camus, et tant d'autres, en faveur de la cause de ces victimes du franquisme, a contribué à stimuler, voire à orienter, la vocation hispanisante de bon nombre de jeunes naturalisés et de descendants d'émigrants.

Cependant, aussi favorable que fût cet environnement, il ne constitua que l'un des éléments externes de l'influence que le milieu des exilés exerça dès le milieu des années cinquante sur l'enseignement de l'espagnol en France. En réalité, l'ampleur et la diversité de ce phénomène sont dues à la conjonction de trois faisceaux de facteurs

¹ En passant par ceux des libéraux (en 1814 et en 1823), des Carlistes (en 1833, en 1849 et en 1876), des progressistes (en 1866) et des républicains (en 1874 et en 1923).

² La troisième en termes quantitatif, jusqu'en 1939.

de nature fort différente : l'attachement à la culture et le dynamisme intellectuel des réfugiés républicains, la magnifique démocratisation que connaît, dès cette époque, le système éducatif français sous l'effet combiné du « baby-boom » et de la volonté politique d'élever le niveau d'instruction de la population, et le « succès » remporté par cette langue étrangère, si accessible et si « apparemment facile », auprès d'élèves de plus en plus nombreux et « défavorisés » (du moins par rapport à la norme culturelle de l'époque).

I – Une influence imprévue et multiforme, mais conséquente

Depuis le début du XIX^{ème} siècle, la France n'a cessé de recevoir, à intervalles plus ou moins proches, des vagues d'immigrants en provenance de l'autre versant des Pyrénées, de sorte qu'avant le cataclysme de 1939, les Espagnols constituaient, déjà, le 3^{ème} contingent d'étrangers en importance³, derrière ceux des Italiens et des Belges. Leur implantation dans l'hexagone revêtait, dès alors, les caractéristiques géographiques qu'elle présentera par la suite : forte présence dans les départements au sud de la Loire et plus particulièrement dans l'Hérault, les Pyrénées Orientales, l'Aude et les Bouches-du-Rhône, faiblesse quantitative (relative), mais densité remarquable de la colonie espagnole⁴ établie en région parisienne, surtout dans l'ancien département de la Seine (aujourd'hui Seine-Saint-Denis). Pour le reste ces premiers migrants n'avaient pas grande chose à avoir avec les centaines de milliers que l'avance imparable de Franco jeta brutalement sur la France. Dans leur immense majorité, paysans sans terre, ni culture, ni qualification, ou petits exploitants ruinés du levant méridional, ils avaient commencé à franchir la frontière en nombre, dès 1906, à la recherche de tout travail agricole, ou subsidiairement industriel, adapté à leur profil peu exigeant. Tant la motivation économique de leur migration que la faiblesse de leur niveau culturel⁵ et leur absence de conscience politique, les

³ Leur nombre s'élevait à 352 000 en 1931, mais ne dépassait guère plus les 253 000, cinq ans plus tard.

⁴ Elle comptait tout de même 17 000 personnes en 1931.

⁵ Le taux d'analphabétisme chez ces émigrés est de l'ordre de 40 %, alors qu'il n'était, à la même période, que de 23 % chez les immigrants italiens et que de 4,5 % chez les Français de souche, in Dreyfus-Armand, Geneviève. « La constitution de la colonie espagnole en France », *Actes du colloque « L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc et Roussillon »*. Rencontres méditerranéennes 1994. Montpellier : Conseil Général de l'Hérault, 1994, p. 33.

distinguaient du demi-million de compatriotes qui parvinrent à gagner l'hexagone entre le 28 janvier et le 10 février 1939⁶.

Le nombre de candidats aux concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude (ancêtre du CAPES) d'Espagnol issus directement ou indirectement de ces premières vagues massives d'émigration est extrêmement bas. Entre 1936 et 1948, période au cours de laquelle, du fait des naturalisations et, surtout, de l'arrivée des enfants de ces émigrés à l'âge de présenter ce type d'examen⁷, on aurait pu s'attendre à une présence conséquente de noms à consonance espagnole sur les listes d'inscription à ces épreuves. Or, dans cet intervalle chronologique, il n'y a jamais plus de deux postulants (hommes et femmes confondus), par an et par concours, qui répondent à ce critère nominatif⁸ et, encore moins de lauréats. À cet égard, 1940, fait même, également, figure d'« année noire », n'enregistrant la candidature d'aucun étudiant d'origine espagnole. Tandis qu'en 1942 et en 1945, deux agrégatifs présentant un nom espagnol réussissent brillamment leur concours⁹.

Si la politique xénophobe poursuivie par Daladier à partir d'avril 1938, la mobilisation de 1939, puis l'occupation peuvent être invoquées pour expliquer le faible taux de participation constaté, il n'en reste pas moins que ce dernier ne varie guère de façon substantielle, dans l'immédiat après guerre – sauf en 1947¹⁰ – et qu'il n'est pas, non plus, sensible au dispositif spécial mis en place par les Ordonnances du 9 août 1944 et du 20 décembre 1945, pour permettre à tous ceux que « ... les lois restrictives, la déportation, le STO, la prison en tant de guerre, les faits de résistance... » avaient empêché de se présenter aux concours¹¹. Autrement

⁶ Borrás, José. « Les migrations d'Espagnols en France après la guerre civile (1939-1945) », in *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIXe-XXe siècles*. Toulouse : Éditions du CNRS, 1991, p. 159.

⁷ Âge minimum estimé à 21 ans (trois ans après l'obtention du BAC). Bien qu'il tourne, en moyenne, autour de 23-24 ans.

⁸ D'après les relevés de noms effectués sur les listes d'inscriptions aux concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude d'espagnol conservées dans les cartons AJ 16 8470 et AJ 16 8471 des fonds du Centre des Archives Historiques Nationales.

⁹ Il s'agit de Jeanne Marie Pedragosa et de Jean François Colomer, puis de messieurs Nogués et Baesa.

¹⁰ Cette année-là, quatre candidats d'origine espagnole se sont présentés à l'agrégation d'espagnol, Vincent España, Marcel Gérard Perez, Joseph Louis Saunal et Louis Émile Urrutia.

¹¹ Aucune des huit demandes adressées en ce sens au ministère en 1945, ni aucune des cinquante-deux reçues l'année suivante rue de Grenelle, ne concernait ni des candidats d'origine espagnole, ni l'agrégation d'espagnol, in chemises *Agrégation et Certificat d'aptitude. Organisation des*

dit, en dépit de leur nombre et de leur intégration dans la société française, ces premiers exilés n'ont nullement contribué à consolider et encore moins à développer la place de la culture hispanique dans leur pays d'accueil.

Cette attitude commence à changer, au cours de la décennie suivante. L'effectif de candidats d'origine espagnole qui se présente alors à l'agrégation et au certificat d'aptitude d'espagnol augmente sensiblement. Il passe, chez les agrégatifs de 10,42 % à 15,16 % du total des inscrits au concours et chez les postulants au certificat, de 10,11 % à 12,27 %¹². S'il est difficile d'établir un rapport comparatif pleinement significatif avec les admis, par manque de données complètes en ce qui concerne les lauréats du C.A.¹³, il apparaît tout de même que sur ce plan là aussi, les descendants des émigrés des années 1910 et 1920, soient nettement plus attirés par l'espagnol que ne le furent leurs parents. En 1958, 19,51 % des tout récents agrégés étaient issus de l'ancienne colonie espagnole, contre à peine un plus de 16 % en 1949. En période de croissance économique et de plein emploi, ce subit intérêt pour l'enseignement d'une langue socialement encore peu valorisée, de la part de membres d'une communauté qui n'avait, jusque-là, fait preuve de la moindre sollicitude, à cet égard – bien au contraire –, ne peut trouver son origine que dans la vigoureuse affirmation que les réfugiés républicains font, de leur identité culturelle, dès leur arrivée en France.

Entre 1939 et 1940, une quarantaine de publications en espagnol voit le jour dans l'enfer des camps dans lesquels les Espagnols sont plongés, dès leur passage de la frontière. Une telle vitalité intellectuelle au milieu des sables stériles et d'un dénouement où le désespoir le dispute à l'ennui et à la neurasthénie¹⁴, donne lieu à des parutions aussi surprenantes que le bulletin des *Profesionales de la Enseñanza*, en circulation, tout au long de ces mois, dans les camps d'Argelès et de Saint Cyprien.

Concours 1945 et Agrégation et Certificat d'aptitude. Organisation des Concours 1946, fond AJ 16 8468. 1940-1946.

¹² Pourcentages calculés à partir des listes de candidats contenues dans les cartons AJ 16 8470 à AJ 16 84 73.

¹³ Les listes d'admis à ce concours correspondant aux années comprises entre 1950 et 1972, ont « disparu » des archives.

¹⁴ D'après le témoignage de Jaime Mas Torné recueilli par Geneviève Dreyfus-Armand, in Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*. Paris : Albin Michel, 1999, p. 67.

Dans celui de Gurs, la « résistance culturelle »¹⁵ prend même des allures de véritable université populaire avec l'organisation de pas moins de 110 cours dispensés par 42 enseignants et étudiants à 3 883 élèves, en juillet 1939¹⁶. La langue et tout l'arsenal de l'esprit auquel elle donne accès deviennent, dès cet instant, les seules armes dont les exilés disposent pour poursuivre le combat au-delà des revers militaires immédiats et sur, désormais, un terrain hostile.

Ce choix (mais l'était-il vraiment ?) stratégique se révèle d'une efficacité aussi redoutable qu'inespérée. Malgré, le départ de beaucoup d'intellectuels pour les rives plus accueillantes de l'Amérique et, alors que le papier et l'encre se font rares – même au marché noir – le nombre de publications espagnoles éditées en France s'élève à 144, en 1945. La fin de tout espoir sérieux de reconquête de l'Espagne, donne paradoxalement un second souffle et élargit considérablement le champ d'action à l'affirmation identitaire culturelle de ces exilés. À côté de l'activité journalistico-idéologique désormais « traditionnelle », se développe de multiple organisme associatif à vocation plus clairement intellectuelle, tels que la « Unión de Intelectuales Españoles » et plus localement, les *ateneos*, comme celui ouvert à Paris par le professeur Antonio Peña¹⁷. Les partis eux-mêmes se dotent alors de commissions culturelles (celle de la CNT sera particulièrement dynamique) et d'organes de presse spécialisés, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*, par exemple, remportera un franc succès, notamment auprès des enseignants du secondaires qui n'hésitent pas à l'employer comme support pédagogique dans le secondaire. Les revues *L'Espagne républicaine* et *La Novela española* vont même, à cette époque, jusqu'à créer des prix littéraires en langue espagnole.

L'enthousiasme déployé et le foisonnement d'initiatives mis en œuvre par les républicains ont évidemment eu des répercussions sur le reste de l'immigration espagnole. Le réveil identitaire ainsi provoqué dans les cercles les plus anciens de cette colonie est de nature à pousser les jeunes les plus concernés par leurs origines ou / et les plus sensibles à la fibre patriotique familiale, à s'investir dans l'hispanisme et pour les plus motiver d'entre eux à vouloir l'enseigner. Ce phénomène d'entrisme

¹⁵ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 90.

¹⁶ *Id.*, p. 99.

¹⁷ Cet *ateneo* succède en réalité à l'ancien Club hispaniste de la capitale, inauguré en 1934.

culturel intergénérationnel se produit surtout dans les départements et les zones urbaines où les deux communautés sont particulièrement imbriquées, c'est-à-dire, dans le Sud-Est et la Seine-Saint Denis. À cet égard, il constitue la première manifestation importante de l'influence exercée par les réfugiés politiques sur l'enseignement de l'espagnol en France, en attendant l'arrivée « massive » de leurs descendants au professorat institutionnel.

Celle-ci n'intervient pas avant 1961. Année à partir de laquelle les premiers enfants de républicains nés sur le territoire français¹⁸ atteignent l'âge minimum normal (estimé à 21 ans) d'obtenir au moins un diplôme de Licence, seul requis universitaire imposé par la loi pour présenter les concours de l'enseignement secondaire. De cette date et jusqu'à la fin des années soixante, moment où du fait des naturalisations des premiers émigrés économiques, ils ne sont plus les seuls exilés espagnols à concourir aux postes proposés par l'Éducation nationale, toute variation quantitative de la présence hispanique à l'agrégation et au CAPES d'espagnol, leur est principalement imputable.

Or, les séries statistiques de candidats d'origine ibérique élaborées à partir des listes officielles d'inscription à ces deux concours, montrent une nette augmentation de leur présence entre 1961 et 1968, par rapport à la période précédente. Leur taux de participation passe de 15,16 % à 18,05 % par an, en moyenne, en ce qui concerne l'agrégation, et de 12,27 % à 16,86 % pour ce qui est du CAPES¹⁹. En 1966, les candidats issus de cette immigration représentent même presque un quart des agrégatifs et un peu plus de 19 % des inscrits au CAPES²⁰. Si la disparition des listes de lauréats concernant ces années des archives empêche d'avoir une connaissance précise du taux de réussite de ces postulants, en revanche, la similitude (en termes statistiques) constatée entre leur participation à ces concours, au cours de cette période, et celle avérée pour 1972²¹, permet d'extrapoler²² (à partir de la proportion d'admis d'origine espagnole connue pour cette dernière date), les proportionnalités de ceux qui l'ont été à la fin de la décennie précédente. Ils représenteraient ainsi entre

¹⁸ Et, par conséquent, Français au regard du Code de la nationalité de 1945.

¹⁹ Statistiques élaborées à partir des listes officielles d'inscription aux deux concours.

²⁰ Exactement 23,15 % et 19,07 %, respectivement.

²¹ Première année après cet intervalle sans traces archivistiques, dont les listes ont été conservées.

²² Avec une marge d'erreur raisonnable.

23 et 25 % du total des tout récents agrégés et entre 24 et 26 % des tout nouveaux certifiés²³. Ces pourcentages ne cesseront, d'ailleurs, d'augmenter jusqu'au milieu des années soixante-dix, atteignant même en 1974, 36,23 % des lauréats de l'agrégation et 29,67 % de ceux du CAPES, l'année suivante²⁴. Mais pour lors, les descendants des républicains ne seront plus les seuls Français d'origine espagnole à s'intéresser de près à l'enseignement de la langue de leur parent. Le temps de leur influence maximale dans ce domaine s'estompe alors, sans pour autant disparaître.

II – Poursuite de la lutte par d'autres moyens, recherche de la réussite sociale et concours de circonstances

Cet ascendant est d'autant plus étonnant et intéressant qu'il n'a été ni prémédité, ni recherché par la communauté des réfugiés politiques. Au contraire, ce succès – en termes d'intégration et de réussite sociale – traduit, en réalité, l'échec du projet républicain lui-même.

Malgré la défaite, l'accueil qui leur fut fait sur le sol français et la désorganisation de leur gouvernement légitime, la lutte contre le franquisme et le rétablissement de la République demeuraient profondément ancrés dans leur esprit, au point de susciter, dès leur arrivée dans les camps d'internement, cette « résistance culturelle » qui, aujourd'hui encore, force l'admiration²⁵. La frustration et l'humiliation subies à cette époque ne commenceront à se dissiper qu'avec l'engagement massif de ces exilés dans la Résistance. Ce nouveau front de l'antifascisme leur permet de renouer avec leur but premier, voire même, avec leurs anciennes unités militaires. Dès 1941, le PCE (clandestinement reconstitué) fait paraître son organe de presse sous le titre – on ne peut plus explicite – de *Reconquista de España* et réussit, quelques temps après, à reconstituer le légendaire XIVème Corps de guérilleros de l'armée républicaine espagnole avec la mission d'appliquer maintenant, dans tout le Midi et contre les détachements allemands, la tactique de harcèlement qui lui avait permis, quelques années auparavant, de stopper l'avance des colonnes franquistes sur Madrid. Que cet

²³ Le taux de réussite en 1972, étant de 24,44 % pour l'agrégation et de 25,73 % pour le CAPES.

²⁴ Tous ces pourcentages ont été calculés à partir des données recueillies dans les fonds : AJ 16 8475, AJ 16 8476 et AJ 16 8477 des Archives Historiques Nationales, et du *Versement 19771358 art 037 et 044 (1923 – 1972)* des Archives Contemporaines.

²⁵ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 90.

engagement ne débouchât finalement sur aucun changement outre Pyrénées, que ce sacrifice consenti au nom de la liberté n'ait même pas pu empêcher le rapprochement durable des grandes démocraties occidentales avec le régime franquiste, n'ont pas suffi à faire complètement perdre l'espoir de cette communauté en son idéal républicain (et non pas simplement démocratique). Le 29 mars 2006, soixante-dix ans après la proclamation de la Seconde République et trente ans après le rétablissement de la démocratie en Espagne, le roi Juan Carlos était toujours accueilli par la colonie espagnole, place du Capitole à Toulouse, aux cris de « ¡ Viva la República ! ».

Cet attachement obsessionnel à leur triple identité nationale, idéologique et événementielle incarne, à travers le temps, la « valeur de mythe » qu'acquiert, « dès son époque, la Guerre civile »²⁶ et dont cette communauté était issue et qui la rendait, à la fois, indissoluble dans le reste de l'immigration espagnole en France et source de rayonnement vers l'extérieur. Contrairement aux autres émigrés, les républicains demandent, par exemple, moins facilement la naturalisation. Jusqu'en 1950, leur proportion parmi les demandeurs de la nationalité française est neuf fois inférieure à celle de leurs compatriotes. Entre 1956 et 1970, ils ne sont, malgré l'échec patent de toute tentative de changement politique en Espagne, que 13 % à franchir ce pas²⁷. La majorité d'entre eux exprime ainsi la volonté de ne pas abandonner leur sort aux circonstances et de poursuivre la lutte, en dépit des adversités d'ordre conjoncturel. Ce choix les exclut évidemment de la possibilité de participer aux concours administratifs et en particulier à ceux de l'Éducation Nationale mais, en revanche, il consolide et pérennise leur domination sur le front de la culture. Le seul qui leur soit encore favorable et qui, en outre, leur permet de mieux et de plus peser sur les institutions culturelles et sur la société d'accueil en général, notamment après la dissolution de certaines de leurs organisations politiques et syndicales, telles que le PCE, le PSUC ou la UGT²⁸ et la dislocation d'autres, comme la CNT.

Que la seule emprise sur la réalité qu'ils puissent alors exercer concerne le domaine intellectuel, n'est pas le moindre des paradoxes. En effet si, quelques 2 000

²⁶ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*. p. 357.

²⁷ Ce qui équivaut à 11 000 personnes.

²⁸ À la suite de l'opération de police « Boléro-Paprika » menée dans le Sud-Ouest en septembre 1950.

instituteurs, 1 743 médecins, 1 224 avocats, 431 ingénieurs, 379 écrivains et journalistes, 216 professeurs du secondaire, 156 professeurs d'université²⁹ et 7 recteurs, ont franchis la frontière, en 1939, la plupart finit par s'exiler en Amérique Latine, avant 1948³⁰. Le Mexique accueille à lui seul la moitié d'entre eux. Or, en dépit de ces départs et de la constitution d'un foyer intellectuel principal outre-mer, s'ouvre, en France, la période de la plus intense activité culturelle des républicains. À Paris, l'UIE met en place une série de conférences à l'Institut Hispanique qui attire un large public d'agrégatifs et de futurs certifiés d'espagnol, en même temps que les premiers numéros de son *Boletín* mensuel font connaître au reste de l'intelligentsia parisienne les « deux poètes mythiques [que sont] pour les exilés »³¹, Antonio Machado et García Lorca, avec le retentissement et le succès que l'on sait. En province, et sans préjugés pour l'activité développée dans la capitale, de nouveaux *ateneos* s'ouvrent à Lyon³² et à Toulouse où, la première librairie espagnole en France – la Librairie des Editions espagnoles³³ – voit également le jour, avant de s'installer, en 1948, rue de Seine à Paris, puis de faire des émules, au cœur du Quartier latin. Devenus, entre les mains de leurs fondateurs, Antonio Soriano et Amadeu Robles³⁴, de véritables centres de diffusion de l'hispanisme, ces « fournisseurs précieux d'ouvrages hispaniques pour les bibliothèques universitaires françaises »³⁵ ont drainé, conseillé et encouragé – le cas échéant – des générations entières de professeurs d'espagnol, tout en contribuant au développement et à la consolidation de l'activité éditorialo-journalistique de l'exil. L'une des publications dont ils assuraient la diffusion, la revue *Cenit*, fondée en 1951, au sein de la mouvance anarchiste, était toujours éditée et distribuée quarante ans plus tard.

²⁹ Parmi lesquels l'anthropologue, José Miguel Barandiarán, le linguiste Pompeu Fabra et le juriste, Félix Montiel qui s'établiront en France.

³⁰ Borrás, José. « Les migrations d'Espagnols en France après la guerre civile (1939-1945) », in *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIXe-XXe siècles*. Toulouse : Editions du CNRS, 1991, p. 160-161.

³¹ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 290.

³² En 1961.

³³ Créée en 1946, autour de Louis Solères et d'Antonio Soriano.

³⁴ Ce dernier, initiateur des Éditions hispano-américaines.

³⁵ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 289.

Puisé dans le désespoir de ces décennies de déconvenues diplomatiques et de dislocation politique, ce dynamisme a fini par déplacer l'utopie républicaine du terrain idéologique et présent, à celui nettement plus pragmatique et intemporel de la culture. La continuité du combat pour la liberté, l'égalité et la justice en Espagne passe désormais autant par l'affiliation à l'un des anciens partis républicains que par l'adoption de la langue, de l'histoire et de l'univers artistique de ses « soldats de Salamine³⁶ » et de leur transmission au plus grand nombre, afin d'assurer au sacrifice des centaines de milliers d'Espagnols exilés, un autre avenir que la vacuité de l'oubli et l'inutilité (pour leur cause) d'une assimilation réussie. Mission que bon nombre de leurs descendants décide d'assumer, dès que leur formation et leur compétence le leurs permettent, avec d'autant plus d'enthousiasme et de ténacité qu'elle répond, par ailleurs, au désir de réussite sociale commun à toute la colonie espagnole. Geneviève Dreyfus-Armand souligne, à cet égard, que :

[L]es réfugiés espagnols de la première génération, qui ont connu des situations difficiles et exercé souvent des métiers peu qualifiés et ingrats, ont fortement encouragé leurs enfants à se former et, de fait, à occuper des postes plus gratifiants que les leurs³⁷.

La spécialiste de l'immigration espagnole en France chiffre même cette « progression [sociale ascensionnelle des générations nées à partir de 1940 à] 75 % et la reproduction à 25 % [...] par rapport aux parents³⁸ ». Le fait que la voie suivie pour atteindre de meilleures conditions professionnelles et de vie ait été, pour un aussi fort contingent de descendants de réfugiés, celle de l'Education Nationale n'obéit pas qu'au seul pouvoir d'entraînement de l'activisme culturel du milieu d'origine, d'autant plus qu'à partir de 1961, la presse de l'exil est contrainte de paraître en grande partie – notamment en ce qui concerne la presse politique – en français. D'autres facteurs non moins culturels, mais de nature tout à fait exogène, sont également intervenus pour donner à ce phénomène l'ampleur qu'on lui connaît, à commencer par la solide connivence et la fructueuse collaboration qui se sont rapidement établis entre l'exil républicain et les intellectuels français.

³⁶ En référence au célèbre roman de Javier Cercas.

³⁷ Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 337.

³⁸ *Ibid.*

« Intégrée, dès le départ, aux luttes internes de la politique nationale », selon l'expression de l'historien Pierre Laborie, la guerre civile départage avec la même virulence les écrivains, penseurs, essayistes et autres artistes français de l'entre-deux-guerres. De Drieu La Rochelle et Charles Maurras à André Malraux, aux époux Joliot-Curie, à Victor Basch ou à Paul Langevin, en passant par les catholiques Georges Duhamel, François Mauriac et Jacques Maritain, le conflit espagnol intéresse, émeut, soulève passions et solidarités ; devenant – pour ainsi dire – de ce fait, le deuxième grand acte fondateur de l'intellectualisme, après « l'affaire Dreyfus ». Les nombreux comités et associations de soutien à la République espagnole qui se mettent en place, dès 1936, instaurent des habitudes d'entraide et de collaboration entre intellectuels français et républicains espagnols qui se poursuivent après la libération. Le prestige et la médiatisation atteint par certains artistes et auteurs, dans l'immédiat après guerre, est directement réinvestie dans la défense de la cause républicaine. Picasso se voit ainsi offrir la présidence d'honneur de l'UIE en 1944. Albert Camus, François Mauriac, Paul Eluard, Georges Bernanos – pour ne citer que les plus connus – mettent leur plume et leur célébrité au service de publications telles que *l'Espagne républicaine*, *France-Espagne*, *Heraldo de España*, *Letras españolas*, entretenant et amplifiant même l'élan de sympathie qui existait déjà pour cet exil au sein de la société française, depuis l'engagement massif des réfugiés espagnols dans la Résistance. Une telle aura ne pouvait laisser insensible les jeunes issus de cette immigration et en quête de reconnaissance sociale.

Cet effet d'encouragement se produit, par ailleurs, au moment où l'espagnol commence à être, une langue étrangère de plus en plus prisée par les lycéens. À la fin de la période de la plus forte affluence de descendants de réfugiés républicains aux concours de l'Éducation nationale, le nombre d'élèves inscrit en espagnol s'élevait déjà à 559 773³⁹, alors qu'il ne dépassait guère quelques milliers une décennie auparavant. Ce succès de l'espagnol est indubitablement lié à la démocratisation de l'enseignement secondaire qui s'amorce, en 1959, avec les premières mesures de la

³⁹ Nombre total d'élèves des secteurs public et privé ayant fait le choix de l'espagnol comme langue étrangère que ce soit en tant que LV1, que LV2 ou que LV3, d'après les tableaux statistiques contenus dans le Versement 19771303 ART 044 (1968-1969).

réforme du ministre Jean Berthoin⁴⁰ et dont une des conséquences inattendues est de modifier la signification démocratique qu'exprimait, jusqu'alors, la culture espagnole en France. Celle-ci passe ainsi d'incarner la lutte pour la liberté et la dignité d'une minorité vieillissante à ouvrir la voie de l'égalité des chances pour des masses de plus en plus importantes de jeunes.

III – Les traces laissées par l'influence républicaine dans l'enseignement de l'espagnol

L'importance et la diversité de l'influence exercée par les milieux républicains sur l'enseignement de l'espagnol en France sont telles qu'il ne paraît pas exagérer de préciser qu'il y a un avant et un après.

Tout d'abord en ce qui concerne le professorat, nous avons eu l'occasion de démontrer à quel point l'engouement des membres de cette communauté pour les concours du CAPES et de l'agrégation d'espagnol avait « hispanisé » le recrutement du corps enseignant en charge de l'apprentissage de cette langue dans le secondaire comme dans le supérieur, même si dans ce dernier cas les données statistiques sont nettement moins significatives. A partir de la fin des années soixante, cette tendance s'accroît. En 1972, par exemple, 24,4 % des nouveaux agrégés et 25,73 % des tout récents certifiés porte un nom de famille espagnol⁴¹. Ces taux avoisinent le tiers des candidats admis au milieu de cette décennie⁴². Imputer cet accroissement progressif aux seuls descendants des réfugiés politiques serait, non seulement très exagéré et somme toute faux mais, également invérifiable dans l'état actuel de la recherche sur cette émigration. En dépit, de l'importance quantitative des vagues de migration économique⁴³ qui commencent à atteindre le territoire national dès 1956, et de la forte propension de ces émigrés à se naturaliser (neuf fois supérieure à ce qu'elle est chez les exilés politiques), il reste néanmoins que l'attrait pour l'enseignement de leur langue et de leur culture d'origine a été, au départ, introduit puis, propagé au sein de

⁴⁰ La principale étant sans aucun doute la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

⁴¹ Tous ces pourcentages ont été calculés à partir des données recueillies dans les fonds : AJ 16 8475, AJ 16 8476 et AJ 16 8477 des Archives Historiques Nationales, et du *Versement 19771358 art 037 et 044 (1923 – 1972)* des Archives Contemporaines.

⁴² Voir page 7 de cet article.

⁴³ Selon les estimations réalisées par Geneviève Armand-Dreyffus, plus de 60 000 Espagnols seraient venus travailler en France, par an, entre 1962 et 1964, in Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco...* p. 300.

la colonie espagnole, par les milieux républicains. Même si, les premiers réfugiés politiques en quête d'emploi à recourir à l'Education nationale durent se contenter de postes subalternes et aléatoires, dans le meilleur des cas – faute souvent, de pouvoir produire les diplômes nécessaires –. Les députés de la Seconde République, Maximiliano Martínez Moreno, par ailleurs, secrétaire personnel du Président, Félix Gordón Ordax et Esteban Martínez Hervás, s'accommodèrent ainsi et respectivement, pendant des années, des fonctions de maître auxiliaire au CNED et de lecteur d'espagnol au lycée Henri IV, qu'ils n'obtinrent – qui plus est – que grâce à l'intervention du recteur de Paris, Jean Sarrailh⁴⁴. Ni ces avatars, ni les facilités d'embauche offertes par les « Trente glorieuses » n'évitèrent qu'un nombre croissant de jeunes issus d'une communauté désormais également saisie du désir de « faire fortune », soit attiré par le professorat de l'espagnol, alors même qu'au sein de la société française, la profession enseignante commence à perdre de son éclat. Si, cette spécificité constitue sans doute l'empreinte la plus visible et durable laissée par l'influence de l'exil républicain, elle n'est certes pas la seule.

Avant même que les premiers descendants des réfugiés politiques ne se présentent au CAPES et à l'agrégation d'espagnol, le drame de la guerre civile et de l'exil fait pour la première fois son apparition dans ces concours en 1954. Le programme de l'agrégation de cette année, publié dans le BOEN n° 27, daté du 15 juillet⁴⁵, impose aux candidats de travailler sur un premier thème ainsi libellé : « Romancero traditionnel. Romancero et Comedia. Le « Romanticismo » au XXème siècle », à travers les œuvres : *Flor nueva de romances viejos* de Ramón Menéndez Pidal, *Mocedades del Cid. Primera Parte* de Guillen de Castro et *Romancero gitano* de Federico García Lorca. La question de civilisation portait cette année-là sur « La rencontre de la civilisation aztèque avec la civilisation espagnole vue du XXème siècle » et devait être appréhendée à partir des ouvrages suivant : *Visión de Anahuac* du Mexicain Alfonso Reyes, *Cuauhtémoc* de son compatriote, Hector Pérez Martínez et du *Hernán Cortés* de l'Espagnol Salvador de Madariaga. S'il ne fait aucun doute qu'au regard de cette

⁴⁴ D'après les lettres conservées dans la chemise « Personnel enseignant » dans le carton AJ 16 8546 des Archives Nationales Historiques.

⁴⁵ Document contenu dans la chemise « Personnel enseignant » dans le carton AJ 16 8469. 1947 - 1959 des Archives Nationales Historiques.

thématique, le choix de García Lorca et de Madariaga était incontournable, il n'est pas moins évident qu'il rend pareillement inévitable la référence à l'exil républicain, voire l'impose même comme l'un des points obligés de toute analyse sérieuse de ces deux problématiques. Ne serait-ce que parce que le poète de Fuentevaqueros et l'ancien ambassadeur d'Espagne en France⁴⁶ étaient pour l'heure devenus, chacun à sa façon, des figures emblématiques de cette communauté. Lorca continuait d'être cette « llama » – comme l'avait si justement défini son grand ami Buñuel – qui illuminait et réchauffait l'esprit des réfugiés politiques, plus qu'elle ne combattait désormais l'obscurantisme franquiste. Et le *Romancero gitano* était précisément l'œuvre qui leur tenait le plus à cœur. Elle fit même l'objet d'une réédition manuscrite (mais les agrégatifs de 1954 pouvaient-ils le savoir ?) dans le camp d'Argelès. Moins mystifié, mais plus cosmopolite et controversé, l'auteur du *Hernán Cortés, conquistador de Méjico* incarnait alors, plus que la République moribonde, cet exil, auprès de la naissante Europe pour qui il apparaissait de plus en plus comme le chef de file de l'opposition non communiste à Franco⁴⁷.

S'il est également vrai que l'on retrouve au cours de la période étudiée, un intérêt confluant entre les milieux républicains et les jurys des concours de recrutement des professeurs d'espagnol pour Cervantes⁴⁸, il semble tout à fait exagérer, voire incongru, de le considérer comme une preuve d'une quelconque influence des premiers sur les seconds. La récurrence de cet auteur dans les programmes de l'agrégation d'espagnol, depuis sa création en 1900, rend même une telle supposition ridicule.

En dehors du contenu des épreuves donnant accès au professorat de l'espagnol, la vision de l'Espagne colportée par les réfugiés politiques a durablement marqué les manuels scolaires publiés au cours de ces années. Ce sujet ayant déjà été évoqué directement ou indirectement dans d'autres travaux de recherche ou publications professionnelles, telle que la thèse de Jocelyne Lebras consacrée aux manuels d'espagnol et à l'enseignement de la civilisation espagnole ou l'ouvrage collectif dirigé

⁴⁶ Salvador de Madariaga avait occupé cette fonction de 1932 à 1934, avant de devenir ministre de l'Instruction Publique, puis de la Justice de la Seconde République.

⁴⁷ Il présidait depuis 1949 le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen où étaient représentés tous les partis exilés à l'exception des anarchistes, des communistes et des poumistes.

⁴⁸ *El coloquio de los perros* fut au programme du CAPES en 1955.

par A. Choppin, *Les manuels scolaires en France de 1789 à nos jours : les manuels d'espagnol*⁴⁹, il ne sera fait ici qu'une brève analyse de ce phénomène. L'une des séries de manuels d'espagnol, de cette époque, qui illustre le mieux l'influence intellectuelle des républicains sur l'hispanisme scolaire français, est sans nul doute, celle que l'on doit J. Escué et à Albert Mercier, parue en 1965 chez l'éditeur parisien Colin, sous le titre – on ne peut plus évocateur – de *Pueblo*. Il est difficile de ne pas percevoir dans le choix de ce terme, à la fois, l'influence idéologique du milieu républicain et la vision passiviste d'une Espagne rurale, certes conforme au souvenir des réfugiés qui la quittèrent ainsi en 1939, mais plus du tout représentative d'un pays qui, en 1965, s'était déjà ouvert au tourisme international et s'initiait au consumérisme urbain. Transformations, par ailleurs, rarement montrées dans les premières éditions de ces manuels dont le titre – ironie du sort – correspondait alors, outre Pyrénées, à l'un des journaux madrilènes régenté par le Movimiento, à plus fort tirage. L'écart par rapport à la réalité espagnole propre aux exilés, s'est ainsi transmis à des générations entières de collégiens et de lycéens français qui prenaient ainsi surtout connaissance de la culture d'une communauté qui se fondait de plus en plus dans leur société alors qu'ils ignoraient dans les mêmes proportions, celle qu'ils croyaient apprendre.

Geneviève Dreyfus-Armand, concluait son intervention sur *La constitution de la colonie espagnole en France*, « *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc et Roussillon* » effectuée dans le cadre des « Rencontres méditerranéennes » de 1994 à Montpellier, en se lamentant que la forte présence d'enfants ou petits-enfants de républicains espagnols dans l'enseignement de l'espagnol dans les lycées ou à l'université, n'ait jusqu'alors soulevé le moindre intérêt des chercheurs. Cette modeste contribution n'a pas d'autre ambition que de quantifier ce phénomène, que de lui trouver les explications les plus plausibles et que de montrer sa portée. Il se dégage néanmoins de cette analyse que, contrairement à ce que semble avancer, cette spécialiste de l'immigration espagnole en France, l'engouement manifesté par les descendants des républicains pour la connaissance et la transmission de la langue et la culture d'origine de leur parent constitue moins une preuve de la réussite de leur intégration sociale que la volonté de pérenniser la spécificité de la communauté à

⁴⁹ Choppin, Alain (dir). *Les manuels scolaires en France de 1789 à nos jours : les manuels d'espagnol*. Paris : INRP, 1995.

laquelle, qu'ils le veuillent ou non, ils continuent d'appartenir. Cette manifestation est d'autant curieuse que :

[m]algré la présence et l'activité en France d'intellectuels et d'artistes de renommée internationale, tels que Pablo Casals, María Casares, Antoní Clavé, Juan Goytisolo, Michel del Castillo, ou Jorge Semprún [...] les cultures de l'exil en France ont été, à la différence de l'exil américain, davantage des cultures de masse que d'élites⁵⁰.

Dans de récentes déclarations au quotidien *El País*, l'historien Paul Preston soutenait que le legs le plus important laissée par la Seconde République était, sans aucun doute, l'éveil à la culture de tout un peuple⁵¹. Il s'avère en effet plus profond, puissant et tenace que la lutte pour un idéal politique, en dépit des sacrifices que celui-ci ait pu coûter et des meurtrissures qu'il ait pu infliger à toute une nation.

SOURCES ET OUVRAGES CITÉS

ARCHIVES NATIONALES

FONDS:

- AJ16/6 8328-8821 / 8869-8887 PERSONNEL

ARCHIVES CONTEMPORAINES FRANÇAISES

VERSEMENTS N° :

19771358 - 19770544 - 19771281 -19770524 -19771303.

BIBLIOGRAPHIE

- Borras, José. « Les migrations d'Espagnols en France après la guerre civile (1939-1945) », in *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIXe-XXe siècles*. Toulouse : Editions du CNRS, 1991.

- Beaurain, Nicole. « Une intégration par la rébellion et la contestation : les républicains espagnols », *Actes du colloque « L'intégration des Espagnols et l'identité*

⁵⁰ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, 1999, Albin Michel, p. 365.

⁵¹ *El País* du 8 avril 2006.

hispanique en Languedoc et Roussillon ». *Rencontres méditerranéennes 1994*. Montpellier : Conseil Général de l'Hérault, 1994, pp. 12- 17.

- Dreyfus-Armand, Geneviève. *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*. Paris : Albin Michel, 1999.

- « La constitution de la colonie espagnole en France », *Actes du colloque « L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc et Roussillon* ». *Rencontres méditerranéennes 1994*. Montpellier : Conseil Général de l'Hérault, 1994, pp.30 – 40.

- Laurens, Jean-Paul. « La migration : une chance contre l'échec scolaire ? », *Actes du colloque « L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc et Roussillon* ». *Rencontres méditerranéennes 1994*. Montpellier : Conseil Général de l'Hérault, 1994, pp.74 – 83.

- Noiriél, Gérard. *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1793-1993*. Paris : Calmann-Levy, 1991.

- Prost, Antoine. *Education, société et politiques. Une histoire de l'enseignement en France, de 1945 à nos jours*. Paris : Seuil, 1992.

- Rodríguez, José. « Le patrimoine : élément constitutif de l'intégration », *Actes du colloque « L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc et Roussillon* ». *Rencontres méditerranéennes 1994*. Montpellier : Conseil Général de l'Hérault, 1994, pp. 84-85.